« La France sous le choc », ne nous trompons pas de cible !

Un scandale au cœur de la télévision publique

Oui, la diffusion dimanche soir dans le 20h, de 11 minutes « d'immersion » soi-disant « au cœur des violences » a été scandaleuse.
Scandaleuse, car sans éclairage, à grand renfort d'amalgames entre les manifestations pacifiques, les revendications politiques, la casse et les pillages.
Scandaleuse car sans aucune valeur ajoutée de notre expertise de journalistes pourtant très expérimentés.
Scandaleuse, car sans modération ni aucune précision des sources d'images.
Scandaleuse encore, car décidée, montée et réalisée dans l'urgence.
La télévision publique a eu tout faux dimanche soir.

Ne nous trompons pas de cible

Un méticuleux travail d'enquête est nécessaire avant de pointer du doigt untel ou untel et de demander des têtes.
Une chose est déjà sûre, ce dimanche, la décision de transformer la partie magazine du 20h a été prise par la direction de l'information.
Idem pour celle de recourir à une immersion tournée par un JRI extérieur et à un montage dans une société de production hors de nos locaux.
Cela n'a été le choix ni du présentateur de l'édition, pas plus que de l'équipe de 20h30 le dimanche.
Ils ont exécuté !
Nous n'avons ni à les blâmer et encore moins à demander leur démission.

Des questions sans réponse à cette heure

Pourquoi avoir laissé diffuser ces 11 minutes sans incrustation ni mention des sources, créant ainsi la confusion ?
Pourquoi l'édition du 20h n'a-t-elle pas supervisé sérieusement cette production, donné du sens, apporté des explications aux téléspectateurs ?
Qui a refusé de mobiliser des renforts et des moyens pour assurer dignement une édition spéciale attendue par l'ensemble des téléspectateurs d'une France sous le choc ?
C'est là qu'il faut rechercher les responsabilités.
Qui a osé dépouiller un peu plus la télévision publique de tout ce qui fait sa valeur ajoutée ?
Qui a voulu donner une tournure politique à notre mission d'information ?

Externalisation

Ce travail de mise en perspective, qui aurait dû être confié à la rédaction nationale, a été externalisé.
Nos organisations syndicales n'ont de cesse depuis des années de protester contre cette fâcheuse tendance qui tend à déposséder le personnel de l'entreprise de tout ce qui fait la richesse de la télévision publique.

Expérience, expertise et indépendance.

En choisissant délibérément d'externaliser cette production, de poursuivre sans cesse la dépossession des salariés de leur outil de travail, la direction a pris un risque dont on connaît malheureusement le résultat.
La direction a commis une faute, une faute de plus, aussi, ne nous trompons pas de cible.

Paris, le 22 octobre 2026